



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°99 – Semaine du 16 juin 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Nombre de voitures électriques immatriculées dans la zone nordique en 2024 :

322 000

En 2024, la part de voitures électriques parmi les nouvelles immatriculations varie fortement au sein des pays nordiques : 90% en Norvège, 51% au Danemark, 34% en Suède, 29% en Finlande et 26% en Islande (contre environ 13% en moyenne dans l'UE).

Source: [Mobility Sweden](#), [Mobility Denmark](#), [Traficom](#), [MTE](#)

Pays nordiques

Projet de ligne à grande vitesse reliant Stockholm à Oslo. Les entrepreneurs finlandais Peter Vesterbacka (connu pour son rôle dans le développement du jeu mobile *Angry birds*) et son associé Kustaa Valtonen, à l'origine du projet de tunnel ferroviaire sous-marin entre Helsinki et Tallinn, ont annoncé un nouveau projet d'investissement de 150 Md SEK (13,7 Md€) pour la construction d'une ligne de train à grande vitesse reliant Stockholm et Oslo en 90 minutes. La construction de cette ligne de train pourrait prendre 8 ans. Andreas Carlson, ministre suédois de l'Infrastructure et du Logement, souligne que le projet pourrait s'inscrire dans le cadre du réseau TEN-T et ainsi bénéficier d'un soutien de l'UE. *Svenskt Näringsliv*, la confédération des entreprises suédoises, décrit la liaison

Stockholm-Oslo comme adaptée pour des investissements privés dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) avec l'Etat.

Classement des pays nordiques dans l'Indice mondial de l'Innovation 2024. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle a publié son Indice Mondial de l'Innovation pour 2024. L'indice comprend 80 indicateurs, notamment sur l'environnement politique, l'éducation, l'infrastructure et la création de connaissances de chaque économie. Sur les 130 économies nationales évaluées, la Suède est classée 2^{ème}, la Finlande 7^{ème}, le Danemark 10^{ème} tandis que la Norvège et l'Islande occupent respectivement les 21^{ème} et 22^{ème} places. La France est considérée comme la 12^{ème} économie la plus innovante au monde.

Danemark

Le Danemark a franchi le cap des 6 millions d'habitants

selon l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*). Compte-tenu du faible taux de fécondité (1,5 enfant par femme), le principal moteur de la croissance démographique est l'immigration, avec 29 000 nouveaux habitants chaque année. Le vieillissement de la population se poursuit par ailleurs.

Le niveau d'endettement de l'Etat central a chuté à 24 Md€ (178 Md DKK) fin avril, soit son plus bas niveau depuis 49 ans.

Par rapport à avril 2024, la baisse est de 9,7 Md€ (72 Md DKK). Outre les excédents budgétaires constatés chaque année depuis 2015, la progression du taux d'emploi, notamment chez les plus âgés, et les profits dégagés par les entreprises danoises à l'international expliquent cette dynamique positive. Prise dans son ensemble, la dette des administrations publiques danoises s'établissait, fin 2024, à 31,1% du PIB.

Dans le sillage de la Banque centrale européenne, la Banque Nationale du Danemark (*Danmarks Nationalbank*) a baissé ses taux d'intérêts de 0,25 point

Cette décision était attendue compte-tenu de l'arrimage de la politique monétaire danoise à celle de la BCE. Le taux d'intérêt directeur au Danemark s'établit désormais à 1,6%, contre 3,6% il y a un an. Cette nouvelle baisse, la huitième en un an, devrait favoriser les 300 000 propriétaires danois possédant un prêt hypothécaire dont le taux d'intérêt est réévalué tous les six mois (*F-kort lån*).

La décision de l'administration américaine de relever les droits de douane sur l'acier et l'aluminium met sous pression les entreprises danoises et complique les exportations de ces produits vers les États-Unis, qui représentaient 630 M€

(4,7 Md DKK) en 2024. Les entreprises de l'éolien offshore sont les plus exposées. Des effets indirects inquiètent aussi –

notamment l'afflux potentiel d'acier abordable en provenance de Chine sur le marché européen, le tout engendrant de l'incertitude et un ralentissement des investissements des acteurs danois dans le secteur. Pour autant, selon une étude réalisée par la confédération *Dansk Industri*, les entreprises du pays ne cèdent pas à la panique, cherchant à mieux se préparer aux voltefaces de l'administration américaine.

Le Danemark apparaît comme l'un des Etats membres les plus avancés en matière de recherche sur les bio-solutions, technologies vertes essentielles pour lutter contre la crise climatique, selon une étude du cabinet ADC commandée par Novonesis.

Cette étude souligne toutefois la lourdeur de la législation en Europe, qui la met en position défavorable par rapport à ses concurrents dans le développement de ces outils clés. Les travaux s'efforcent d'évaluer le potentiel économique des bio-solutions, c'est à dire les solutions biologiques durables fondées sur l'utilisation d'éléments naturels tels que les bactéries, les enzymes ou la fermentation afin de remplacer les solutions synthétiques utilisées dans de nombreux produits (lessives, pesticides, ingrédients alimentaires, plastique...). Le secteur pourrait créer 20 000 emplois dans les 10 prochaines années au Danemark, soit un bond de plus de 100%. Selon l'étude, il est nécessaire pour ce faire que la législation européenne s'adapte face à ses concurrents que sont la Chine, l'Inde, le Brésil et les Etats-Unis, où les délais d'adoption des bio-solutions sont bien plus courts (deux à trois ans en moyenne contre six à huit ans en UE), attirant ainsi la majorité des investissements. Martin Bødskov, ministre de l'industrie met en exergue les premiers efforts du gouvernement et de la Commission européenne pour assouplir la législation. Il indique que la présidence danoise s'efforcera de promouvoir une réglementation européenne plus favorable au développement du secteur en Europe et à sa compétitivité.

Les entreprises danoises perdraient 1,5 Md€ (11 Md DKK) par année du fait des réglementations européennes instaurées depuis 2015, selon une étude de la Confédération des employeurs danois (*Dansk Arbejdsgiverforening, DA*), soit l'équivalent de 18 500 ETP. Deux législations en particulier sont pointées du doigt comme contre-productives : la directive sur la durabilité de l'entreprise (CS3D) et l'obligation d'enregistrer les heures de travail. Elles coûteraient aux entreprises danoises respectivement 670 M€ (5 Md DKK) et 335 M€ (2,5 Md DKK) danoises par an. En outre, les législations européennes rendraient le marché du travail danois moins souple, alors qu'il s'agit d'une revendication salariale. La simplification constituera un thème structurant de la présidence danoise du conseil de l'Union européenne, le gouvernement ayant lui-même à plusieurs reprises critiqué les lourdeurs des réglementations européennes.

Les dépôts bancaires des Danois ont atteint en avril un niveau record de 165 Md€ (1231 Md DKK).

Cette tendance haussière, observée à cinq reprises sur les six derniers mois, reflète une volonté accrue d'épargne alors que la confiance des consommateurs est au plus bas depuis deux ans.

Les ventes au détail au Danemark ont atteint en avril leur plus haut niveau depuis trois ans, en hausse de 3,1% sur un an, malgré une confiance des consommateurs historiquement basse. La progression de la consommation s'explique par la progression des salaires réels, un marché du travail solide et la hausse des prix de l'immobilier, alors qu'il est prévu des réductions d'impôts en 2025 (pour un montant d'environ 670 M€) et 2026 (800 M€) qui devraient continuer à favoriser la consommation.

Alors que le Président de la République française se rendra au Groenland le 15 juin prochain, un acteur du secteur minier réclame la création, au Danemark et dans l'UE, d'un fonds public dédié au financement de projets miniers au Groenland. Ruben Shiffman, fondateur et dirigeant de *Greenland Resources*, dont le projet est d'extraire au Groenland le minerai de molybdène, essentiel à la production d'acier, promeut la création d'un tel fonds, public, lequel pourrait associer également des investisseurs privés. Selon lui, l'accès au financement est difficile pour ces projets d'extraction minière de grande échelle conduits dans des conditions climatiques, matérielles et logistiques très contraintes. Prenant l'exemple du molybdène, il évalue les revenus annuels tirés de l'extraction aux alentours de 650-700 M USD sur une durée de 20 ans, l'UE étant dépendante à 100 % des importations de ce minerai, dont l'importance économique est jugée comme élevée (mais non critique). Le dirigeant de *Greenland Resources* alerte sur le risque que l'absence d'engagement européen dans le financement de l'extraction minière ne conduise à favoriser l'intervention d'investisseurs extra-européens.

La décision de Ryanair de se retirer au 1er avril de l'aéroport de Billund, le deuxième du pays, devrait provoquer la perte de 850 000 passagers en 2025 et 600 000 en 2026. La compagnie low-cost a fermé sa base, en réaction à une nouvelle taxe sur les passagers instaurée par le Danemark (50 DKK soit 6,70€ en 2030) et la hausse des coûts de l'aéroport. Avec 24 liaisons assurées, elle pesait près d'un tiers de sa fréquentation. Des accords ont été conclus avec d'autres compagnies, comme British Airways et Wizz Air, mais ne suffiront pas à combler le manque à gagner à court terme.

Finlande

Prévisions de juin de la Banque de Finlande.

Face à l'incertitude entourant l'évolution de l'économie mondiale, la Banque de Finlande a révisé à la baisse ses prévisions de croissance, à 0,5 % en 2025 et 1,5 % en 2026 (contre 0,8 % et 1,8 % respectivement dans les prévisions de décembre 2024). En 2025, la consommation des ménages augmenterait de 0,3 % et l'investissement privé (FBCF) de 0,4 %. La situation de l'emploi continuerait de se dégrader, avec un taux de chômage passant de 8,4 % à 9,2 % (contre une prévision de 8,7 % en décembre). Le déficit public resterait au-dessus du seuil de référence de 3 % pendant toute la période de prévision, jusqu'en 2027.

10 % de travailleurs d'origine étrangère en Finlande.

En 2024, 10 % des personnes employées âgées de 20 à 64 ans étaient d'origine étrangère (nées à l'étranger ou d'une mère née à l'étranger), soit 254 000 personnes sur un total de 2,5 M de personnes dans l'emploi. Cette part a plus que doublé depuis 2010. Le taux d'emploi des femmes d'origine étrangère est de 60 % environ, contre 70 % pour les hommes. Les personnes d'origine étrangère sont plus présentes que la moyenne dans les services administratifs et de soutien (11 %), l'hôtellerie et la restauration (10 %), et les TIC (9 %).

Rapport sur le financement des entreprises en croissance.

Publié le 2 juin par le ministère de l'économie, le rapport constate que le marché finlandais du financement de croissance s'est nettement développé, avec une diversification des financements privés et publics. Les fonds de capital-investissement et de capital-risque ont atteint des niveaux records en 2024, mais l'accès au financement reste difficile pour les petites entreprises innovantes. Le rôle de soutien des acteurs publics (*Finnvera*, *Tesi*, *Business Finland*, etc.) et des financements européens est jugé crucial pour combler les lacunes. Le rapport recommande de poursuivre la diversification et l'innovation en matière de financement de croissance.

Royal Caribbean commande un quatrième navire au chantier naval Meyer Turku.

L'agence publique de financement, *Finnvera*, a annoncé être parvenue à un accord avec la compagnie de croisière américaine sur les conditions de financement du projet. Le chantier Meyer de Turku (sud-ouest du pays) livrera en 2027 un quatrième paquebot de classe « *Icon* », le plus grand modèle de navire de croisière au monde. La livraison de l'*Icon of the Seas* a eu lieu en novembre 2023. La deuxième et la troisième livraison sont prévues pour 2025 et 2026. Le coût estimé de chaque unité est compris entre 1,5 et 2 Md€.

Soutien du gouvernement au projet Vanadis Fuels de Total.

Le 5 juin, le comité ministériel des finances a accordé à Vanadis Fuels une subvention de 27,9 M€ pour la construction d'un site de production (140 MW) de méthanol renouvelable à Kokkola, en Ostrobotnie (ouest du pays). Le site emploierait 35 personnes et produirait 187 000 tonnes par an (1 000 GWh) de carburant renouvelable pour le transport maritime.

Islande

L'économie islandaise croît au rythme de 2,6% au premier trimestre.

Selon des estimations préliminaires, le PIB islandais aurait augmenté de 2,6 % au premier trimestre 2025 par rapport au même trimestre de l'année précédente. La croissance est portée par une hausse de 18 % des investissements, laquelle s'explique notamment par une augmentation des ventes d'immobilier résidentiel ainsi que par d'importants achats de matériel informatique par les *data centers*.

L'Islande en 5^{ème} position du classement mondial du PIB/habitant.

Selon les chiffres 2025 du FMI, les Islandais comptent parmi les populations les plus riches au monde avec un produit intérieur brut par habitant s'élevant à 90 284 USD, soit le cinquième plus élevé au monde. Dans ce classement, l'Islande arrive après le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse et Singapour et se place en tête des pays nordiques : sixième position pour la Norvège, neuvième position pour le Danemark, quinzième position pour la Suède et vingt-et-unième position pour la Finlande. La France arrive en vingt-quatrième position avec 49 790 USD par habitant.

De bons résultats pour la filière islandaise de l'aluminium en 2024.

Selon des chiffres publiés par la fédération islandaise des fonderies d'aluminium à l'occasion de sa conférence annuelle, la filière islandaise de l'aluminium représente 1600 emplois directs en 2024, et aurait généré 328,4 Md ISK (2,3 Md€) de revenus d'exportation sur la période. Les entreprises du secteur rapportent de bons résultats, à l'image d'Alcoa qui réalise un bénéfice de 7,4 Md ISK (51,5 M€) en 2024.

Les producteurs islandais de ferrosilicium font face à des difficultés économiques.

Les deux usines islandaises de production de ferrosilicium connaissent des difficultés économiques. *Elkem* enregistre une baisse de 16 % de son chiffre d'affaires islandais d'une année sur l'autre, accompagnée d'une baisse de 60 % de ses bénéfices. L'usine *PCC Bakki* connaît également des difficultés de trésorerie, ayant conduit au licenciement de 80 personnes et à l'arrêt provisoire de l'usine à partir de la mi-juillet. L'Islande est le sixième producteur mondial de ferrosilicium, un alliage aux matières premières coûteuses et dont les prix connaissent d'importantes variations depuis 2020.

Les scientifiques recommandent une réduction des quotas de pêche de morue islandaise.

L'Institut islandais de recherche sur les eaux douces et maritimes recommande une baisse de 4 % des quotas de pêche à la morue islandaise pour la saison 2025/2026. La décision est motivée par le constat d'un ralentissement dans le renouvellement du stock de cette espèce, qui souffrirait en hiver de la raréfaction du capelan dans les eaux islandaises – dont se nourrissent les morues. L'évolution des conditions environnementales et climatiques favorise toutefois la prolifération d'autres espèces comme l'aiglefin, pour laquelle l'institut propose une augmentation de 3 % des quotas.

2% seulement des paiements réalisés en Islande le sont en espèces.

Selon un rapport de la Banque centrale paru le 4 juin 2025, l'Islande compte parmi les pays utilisant le moins d'espèces au monde, derrière la Norvège et la Suède. En 2024, la monnaie fiduciaire représentait 2 % des paiements aux points de vente dans le pays, contre 43 % en France. A l'heure actuelle, la quantité d'espèces en circulation représente 2 % du PIB islandais. La Banque centrale a toutefois augmenté son stock d'espèces afin d'accroître la résilience de l'économie islandaise face à une potentielle interruption des services de paiement digitaux.

Norvège

Hausse de l'inflation en mai, à 3 %.

En mai, l'inflation en glissement a augmenté par rapport à avril dernier (3 % au lieu de 2,5 %). Cette reprise de l'inflation s'explique par le rebond des prix de l'alimentation, de l'électricité et des nuitées d'hôtel.

Négociations salariales dans la fonction publique.

L'Etat et le syndicat des fonctionnaires LO Stat se sont accordés sur une augmentation de 4,4 % des salaires dans la fonction publique. L'accord a été conclu au terme d'une phase de médiation après l'échec des négociations initiales qui s'étaient terminées le 1er mai.

Bilan des participations de l'Etat en 2024.

Au titre de l'exercice 2024, l'Etat percevra 8,9 Md€ de dividendes des 69 entreprises dont il détient des participations. Ces entreprises emploient 340 000 personnes et opèrent notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures et de la santé.

Création d'une taxe sur les nuitées touristiques et les croisières.

Le 4 juin, le Parlement (*Storting*) a adopté le principe d'une taxe touristique de 3 % sur les nuits d'hôtel et sur les bateaux de croisière dans les communes exposées à une importante fréquentation touristique.

Inauguration d'un fonds d'investissement public pour le nord de la Norvège.

Le ministre des finances Jens Stoltenberg a inauguré le 2 juin à Tromsø le nouveau fonds d'investissements de l'Etat qui agira pour stimuler l'attractivité économique dans le nord de la Norvège. Ce fonds disposera d'une enveloppe d'investissements de 1,3 Md€, qui pourra être doublée si les résultats sont jugés satisfaisants.

30^{ème} édition du Forum Nor-shipping.

Durant la semaine du 2 juin s'est tenue la 30^{ème} édition du forum Nor-shipping, un des principaux forums maritimes mondiaux, réunissant près de 1 000 exposants autour de la thématique « A l'épreuve du futur ». La direction générale

des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture y a participé pour la première fois, afin notamment de promouvoir le pavillon français et l'innovation technologique française.

Forum franco-norvégien sur le green shipping.

A l'occasion du Forum Nor-Shipping, la chambre de commerce franco-norvégienne a organisé le 4 juin un forum bilatéral sur la décarbonation du transport maritime, lequel s'est conclu par la signature d'un accord de coopération entre Pôle Mer et *Blue Maritime Cluster*.

Livraison du premier train Alstom à Vy dans le cadre d'un contrat cadre de 1,7 Md€.

La compagnie ferroviaire norvégienne Vy a reçu le 10 juin le premier train des 55 déjà commandés auprès du fabricant français Alstom. Après une phase d'essais, les premiers circuleront sur le réseau local de la région d'Oslo à partir de l'année prochaine. Alstom avait remporté en 2022 le plus important marché de l'histoire ferroviaire de la Norvège : 200 trains *Coradia Nordic* pour un montant de 1,8 Md€.

Signature d'un accord stratégique entre Naval Group et Coast Center Base.

Naval Group, constructeur des frégates FDI, a signé le 4 juin un accord d'intention visant à établir une coopération stratégique à long terme en Norvège avec le chantier naval *Coast Center Base (CCB)*. Jan-Dagfinn Lund, directeur général de CCB, affirme que « la coopération avec Naval Group permettra de créer de nombreux emplois hautement qualifiés en Norvège ».

Achat par la Norvège de 80 chars blindés CV90.

La Norvège a annoncé l'acquisition de 80 véhicules blindés CV90 fabriqués par l'industriel suédo-britannique *BAE Systems Hägglunds*. Cet achat se fera en collaboration avec les pays nordiques et baltiques afin de réduire les coûts d'acquisition et faciliter la maintenance commune sur le long terme.

Deux projets miniers norvégiens obtiennent le statut de projet stratégique de l'UE.

Le gisement de cuivre de *Nussir ASA* et l'usine de production d'anode de *Norgraph AS* (à partir d'une mine de graphite groenlandaise) ont obtenu le statut de projets stratégiques européens dans le cadre du *Critical Raw Materials Act* (CRMA). *Nussir ASA* est détenu par la société *Blue Moon Metals*, tandis que *Norgraph AS* est détenu par la société britannique *GreenRoc Strategic Materials*.

Contrat géant pour la livraison de gaz au Royaume-Uni.

Equinor va fournir du gaz à la société britannique *Centrica* pendant dix ans, pour une valeur de 23,5 Md€. Le groupe norvégien couvrira ainsi environ 10% de la demande annuelle de gaz au Royaume-Uni.

Le fonds souverain norvégien appelle l'UE à accélérer l'intégration de ses marchés de capitaux.

En réponse à la consultation lancée le 15 avril par la Commission européenne sur l'intégration des marchés de capitaux de l'Union européenne, le fonds souverain norvégien *Norges Bank Investment Management*, plus grand investisseur étranger actif sur les marchés de capitaux de l'UE, a exprimé son soutien à des réformes visant à accélérer l'intégration financière de l'UE. Le fonds souverain, dont les investissements en actions et obligations de l'UE atteignaient 285 milliards d'euros fin 2024, recommande notamment une supervision unifiée des marchés de capitaux à l'échelle de l'UE. « *Une supervision unifiée garantirait une interprétation et une application cohérentes des règles, réduirait la complexité opérationnelle et l'insécurité juridique et éliminerait les risques d'arbitrage réglementaire* », estime le fonds norvégien dans son courrier.

Suède

Le PIB a augmenté de 1,2 % en avril en glissement annuel.

Le PIB suédois a également augmenté de 0,4 % en avril 2025 en glissement mensuel selon l'Office suédois des statistiques (SCB). Cette légère augmentation est due à la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % en avril par rapport au mois précédent) et à l'augmentation de la production de biens et de services par les entreprises.

L'inflation se stabilise à 2,3 % en mai.

Le taux d'inflation corrigé des variations de taux d'intérêt (IPC à taux fixe), est stable à 2,3 % en avril et en mai, suivant les prévisions de la Banque centrale suédoise. L'IPC-F hors énergie est tombé à 2,5 % en mai, après 3,1 % le mois précédent.

Publication du rapport de l'OCDE sur l'économie suédoise.

Le 5 juin, l'OCDE a remis son rapport sur la Suède à Johanna Lybeck Lilja, Secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Finances. Le rapport met en évidence plusieurs points forts de l'économie suédoise tels que les exportations, décrites comme diversifiées et résilientes aux chocs externes et le faible niveau de la dette publique. Le budget du gouvernement est considéré comme ayant apporté une contribution positive à la reprise économique et la politique monétaire est considérée comme efficace dans la lutte contre l'inflation. L'OCDE réitère en outre sa recommandation au pays d'engager des réformes structurelles sur le marché du logement.

L'intérêt des Suédois pour l'euro en léger déclin, sur fond d'appréciation de la couronne suédoise en 2025.

Alors que la couronne suédoise figure parmi les devises qui se sont le plus appréciées par rapport au dollar et à l'euro, la part des Suédois favorables à l'introduction de l'euro en cas de référendum est passée de 34,4 % en mai 2024 à 32 % en mai 2025, selon SCB. Dans le même temps, la part des personnes interrogées qui voteraient non au passage à l'euro est passée de 46,1 % à 49,5 %.

Brookfield prévoit d'investir 8,7 Md€ dans un projet de centres de données pour l'IA en Suède.

La société d'investissement Brookfield a annoncé un investissement de 95 Md SEK (8,7 Md€) à Strängnäs pour étendre un projet de centres de données dédiés à l'IA, lequel atteindrait une capacité de 750 MW au cours des 10 à 15 prochaines années. L'objectif annoncé est que la première phase du projet soit opérationnelle en 2028. Cet « hub d'IA » doit créer 3 000 nouveaux emplois, dont 1 000 permanents.

EQT devient la deuxième société de capital-investissement au monde en termes de volume de capitaux levés depuis 2020.

La société suédoise EQT, créée en 1994, est désormais la deuxième société de capital-investissement au monde en termes de capitaux levés au cours des cinq dernières années, avec 113 Md USD, derrière KKR (117 Md USD), et devant Blackstone (95 Md USD), selon le média spécialisé *Private Equity International* (PEI). Parmi les autres acteurs suédois dans le top 150 du secteur, on trouve Nordic Capital (32^{ème}) avec 26 Md USD levés, IK Partners (85^{ème}, contrôlé à 51 % par le groupe français Wendel depuis mai 2024) 9,7 Md USD et enfin Triton est 134^{ème} avec 5,7 Md USD. Cette position d'EQT s'explique en partie par l'acquisition de *Barings Private Equity Asia* (22 Md€ d'actifs sous gestion lors de son intégration à EQT) en octobre 2022.

EQT en passe de devenir l'actionnaire majoritaire du français Waga Energy (54,1 %).

EQT prévoit d'acquérir 54,1 % du capital du français *Waga Energy* (CA de 56 M€ et 240 employés), basé dans la région de Grenoble, pour environ 300 M€. Avec cette opération, le fonds d'investissement suédois contrôlerait 65,9 % des droits de vote et deviendrait ainsi l'actionnaire majoritaire du leader européen du secteur du biométhane (gaz naturel renouvelable). A l'issue de l'opération, EQT prévoit, selon les médias, de déposer une offre publique d'achat sur le solde des actions restantes, puis de procéder à un retrait de la cote de *Waga Energy*.

La sphère Wallenberg (FAM) envisage de produire de la poudre à canon pour la défense suédoise.

Dans un contexte de forte hausse de la demande de poudre à canon depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la société d'investissement FAM, contrôlée par la famille Wallenberg, a lancé la société *Verkan*. L'objectif affiché est de « fabriquer de la nitrocellulose et diverses qualités de poudre à canon ». Selon Håkan Buskhe, le PDG de FAM, *Verkan* est actuellement en phase d'étude de faisabilité pour la construction d'une usine en Suède, destinée à approvisionner la défense suédoise et ses alliés en poudre à canon. Actuellement, la production de poudre à canon en Suède est assurée par *Eurenco Bofors AB*, une filiale du groupe français *Eurenco SA*, basée à Karlskoga. L'entreprise emploie plus de 400 personnes et génère un chiffre d'affaires d'environ 100 M€.

Le suédois Hexagon AB rachète la société française APEI.

Le groupe suédois *Hexagon AB*, spécialisé dans les solutions de réalité numérique, a annoncé la signature d'un accord pour l'acquisition de la société française *Aero Photo Europe Investigation (APEI)*, spécialisée dans la cartographie aérienne, afin d'améliorer ses plateformes de données géospatiales. La société APEI, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 3 M€, sera rattachée à la division *Geosystems d'Hexagon*.

URW condamné à verser à Peab, maître d'œuvre du « Mall of Scandinavia », un montant de 1,6 Md SEK de dommages et intérêts.

Sveahovrätt, la Cour d'appel de Stockholm, a rendu son jugement le 28 mai 2025 dans un contentieux qui dure depuis près de 7 ans entre Unibail Rodamco Westfield (URW) et le maître d'œuvre suédois PEAB du centre commercial *Mall of Scandinavia*. Selon le jugement, URW a été condamné à payer 1,6 Md SEK (145 M€) de dommages et intérêt à PEAB au sujet de travaux supplémentaires et de modifications de portée liés à la construction du plus grand centre commercial de la zone nordique (surface de +100 000 m²).

Recommandations pour l'aéroport d'Arlanda.

Peter Norman, ancien ministre suédois des Marchés financiers, a été chargé par le gouvernement de réaliser une étude sur l'attractivité de l'aéroport de Stockholm-Arlanda. Au total, l'enquête contient 80 propositions visant à rendre l'aéroport d'Arlanda plus accessible et attractif. Parmi les mesures proposées, Peter Norman propose que l'Etat devienne actionnaire de la société *A-Train AB (Arlanda Express)*. L'enquête propose également de supprimer la taxe supplémentaire de 147 couronnes suédoises actuellement appliquée aux passagers qui montent ou descendent à la gare *Arlanda Central*, afin de réduire le coût pour les voyageurs. L'objectif est de concurrencer les aéroports voisins (Copenhague, Oslo...) et d'atteindre 40 millions de passagers en 2050, contre 22 millions actuellement.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,5
Finlande	0,8	-0,9	-0,1	0,0
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	-0,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,0
Islande	9	5,6	0,5	nc

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

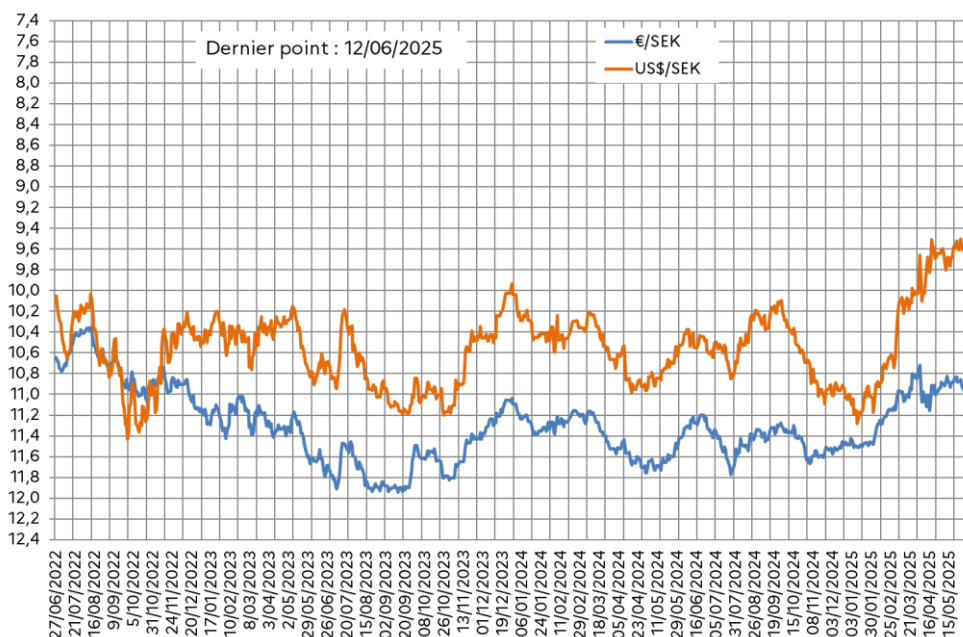
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

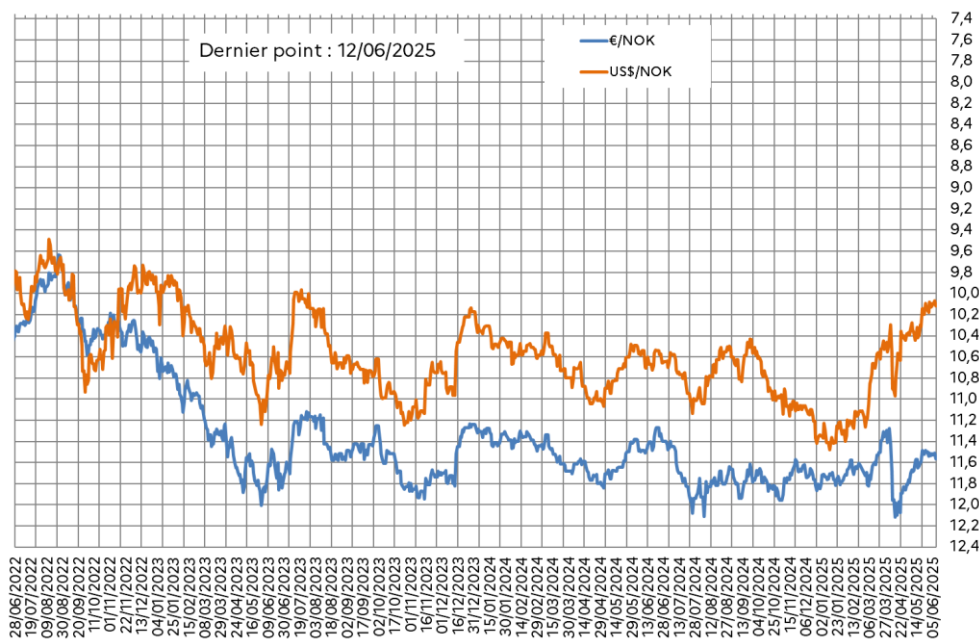
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr